

AVANT-PROPOS



Nicolas RENARD - Directeur de la Prospective, Institut Veolia

“En ouvrant des perspectives urbaines inédites, l'économie numérique bouleverse la relation entre les collectivités et leurs habitants, et donc les modes de gouvernance urbaine.”

Avec le numérique, tout est en train de changer : les infrastructures changent ; les relations entre collectivités et citoyens changent ; les services changent ; la ville change. Plus encore qu'une révolution, « *le numérique est une civilisation* »¹.

Bien que mal définie, la ville intelligente est devenue la nouvelle frontière de l'urbanisme, et ce pour une raison simple : combinant leur puissance respective, la connectivité et le Big Data démultiplient l'univers du possible. Au fil des ans, ils se sont mis au service de l'amélioration des transports dans les métropoles engorgées, de la santé publique en traquant les polluants atmosphériques, de la résilience aux catastrophes naturelles, de la gestion des déchets municipaux...

Dans les pays émergents, Internet a permis la professionnalisation et l'extension de pratiques informelles, ainsi que l'apparition de services collaboratifs comblant les défaillances

des opérateurs publics. Toutefois, le numérique ne pourra jamais pallier le manque d'équipements de base. Aucune technologie digitale ne pourra mieux faire fonctionner des réseaux d'eau, d'assainissement ou d'électricité qui n'existent pas.

Dans les pays développés, la mutation digitale ouvre la voie d'une exploitation plus efficace, plus fluide et plus économe des services locaux. Elle se traduit également par la création de bouquets de services interactifs, qui facilitent la vie, accroissent la prospérité du territoire et confortent son image. Reposant sur une forte valeur ajoutée, le succès de ces nouveaux services est indéniable : il n'est que de se référer au plébiscite silencieux, exercé quotidiennement par des millions de personnes, en faveur d'Uber ou d'Airbnb.

Les villes sont inégales face à la révolution digitale. En théorie, elle donne ses chances à chacune ; en pratique, elle polarise davantage le monde urbain : les villes intelligentes se connectent avec leurs pairs et regardent au loin, au risque de délaisser leur arrièrepays. A vrai dire, la ville intelligente inquiète autant qu'elle enthousiasme. Les technologies numériques ne

sont pas seulement libératrices, elles sont marquées du sceau de l'ambivalence. Le numérique s'avère un puissant outil, mais utilisé à quoi, par qui, dans quel but, avec quels contrôles ? Les logiciels ne sont pas neutres : les choix faits par les programmeurs demeurent inconnus des utilisateurs. Devenu émetteur et acteur, le citoyen laisse partout sa trace numérique, qui peut être exploitée à son insu.

Alors comment atteindre les promesses de la *smart city*, en prévenant ses travers ? Jusqu'à quel point la digitalisation des services urbains est-elle pertinente ? Comment passer de la ville connectée à la ville intelligente ? À qui appartient le gisement de données, cet or noir du XXI^e siècle ? Quels domaines la municipalité doit-elle conserver pour ne pas perdre sa souveraineté ? Qui contrôlera la ville intelligente : les « GAFAs », les citoyens ou les élus ? Comment protéger la vie privée des habitants ? Ce sont des questions sur lesquelles ce numéro de FACTS tente d'apporter un éclairage.

À la fois solution et problème, le numérique peut aussi bien conduire à un progrès social qu'à un cauchemar orwellien. D'un côté, il a démocratisé l'accès à l'initiative économique, renforcé la pluri-activité, favorisé l'émergence d'une économie du partage, dopé l'innovation, stimulé les métiers de proximité. De l'autre côté, la mutation numérique donne le vertige : précarisation du travail à la demande, protection sociale réduite, partage inégal de la valeur ajoutée entre collaborateurs indépendants et plateforme de mise en relation, fiscalité déficiente. Mais surtout, dans de nombreuses filières professionnelles, la montée en puissance du digital se traduira par une destruction massive d'emplois. Aussi appartient-il aux Maires, avec les chefs d'entreprise et la société civile, de recentrer les technologies numériques sur les besoins prioritaires de leurs villes, entre autres l'emploi et la réduction des inégalités. Sans quoi, la « *disruption digitale* » risque fort de s'accompagner d'une « *disruption sociale* ».

Après les smartphones, les réseaux sociaux ou l'internet des objets, la ville intelligente est une autre facette de la révolution digitale. Mais l'économie numérique fait éclater les systèmes de pilotage de la ville. En ouvrant des perspectives urbaines inédites, elle bouleverse la relation entre les collectivités et leurs habitants, et donc les modes de gouvernance urbaine. Cruciale pour leur avenir, la gouvernance des *smart cities* reste à définir.

¹ Milad Doueilli, Responsable de la Chaire d'humanisme numérique à l'Université Paris-SorbonneChateaubriand